

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/STR/N/7/VEN
6 décembre 2001

(01-6223)

Groupe de travail des entreprises
commerciales d'État

Original: espagnol

COMMERCE D'ÉTAT

Nouvelle notification complète conformément à l'article XVII:4 a) du GATT de 1994
et au paragraphe 1 du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII

VENEZUELA

La Mission permanente du Venezuela a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 26 novembre 2001.

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT

Entreprise: Petróleos de Venezuela, S.A. (PDVSA) et ses filiales.

Produit: Hydrocarbures (chapitre 27 du tarif douanier du Venezuela).

II. RAISON ET OBJET

L'activité pétrolière est réservée à l'État vénézuélien pour des raisons d'opportunité nationale.

La Loi organique en vertu de laquelle le secteur des hydrocarbures et leur commerce sont réservés à l'État (Loi sur la nationalisation) contient une disposition selon laquelle les entreprises créées pour mener les activités réservées, sous la forme de sociétés anonymes, peuvent être constituées d'un seul associé (article 6), contrairement aux dispositions du Code du commerce qui requiert la présence de deux associés au moins pour constituer une société anonyme.

La société anonyme Petróleos de Venezuela, S.A. est l'unique actionnaire de ses filiales et l'État vénézuélien est l'unique actionnaire de la société mère. L'entreprise pétrolière d'État doit considérer comme l'un de ses objectifs principaux l'obtention du rendement économique maximum, conformément aux exigences du développement national (article 3 de cette même loi). La Loi sur la nationalisation dispose que l'entreprise pétrolière est régie par ses dispositions et celles de ses règlements, par les propres statuts de l'entreprise, par les dispositions adoptées par le pouvoir exécutif et par les dispositions de droit commun qui lui sont applicables (article 7). On retrouve cette même disposition dans les statuts de la société Petróleos de Venezuela, S.A.

Ce principe est réaffirmé dans l'article 302 (titre VI, chapitre premier) de la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela, publiée au Journal officiel n° 5453 du 24 mars 2000, où il est établi que "pour des raisons de souveraineté économique et politique et de stratégie nationale, l'État conserve la totalité des actions de Petróleos de Venezuela S.A. ou de l'entité créée aux fins de la gestion de l'industrie pétrolière, à l'exception des filiales, associations stratégiques, entreprises ou toute autre entité constituée ou à constituer par suite des activités de Petróleos de Venezuela, S.A.".

III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT

Les filiales de Petróleos de Venezuela, S.A. sont chargées aussi bien de satisfaire les besoins du marché intérieur que de mener, directement ou indirectement, les activités d'exportation.

Elles sont en outre chargées d'importer les produits et les facteurs de production nécessaires pour leurs activités.

Le 1^{er} janvier 1998, Lagoven et Maraven, anciennes filiales de PDVSA, ont été absorbées par la filiale Corpoven. Le nom commercial de l'entreprise résultant de cette opération est alors devenu PDVSA Petróleo y Gas S.A.

Plus récemment, par une décision du directoire de PDVSA, inscrite au Registre du commerce sous le n° 23, tome 81-A deuxième, en date du 9 mai 2001, le nom commercial de l'entreprise PDVSA Petróleo y Gas S.A. est devenu PDVSA Petróleos S.A, où se trouvent concentrées les activités principales du commerce du pétrole.

L'entreprise PDVSA Petróleos, S.A comprend deux unités principales: a) prospection, production et amélioration; b) raffinage, approvisionnement et commerce.

PDVSA – prospection, production et amélioration est chargée de prospecter et d'exploiter les réserves de pétrole, ainsi que de la fabrication d'orimulsion.

PDVSA – raffinage, approvisionnement et commerce s'occupe des activités de raffinage du pétrole brut et de la fabrication de produits raffinés, de la commercialisation et de l'approvisionnement du marché national et international.

En ce qui concerne le marché local (national), le secteur privé peut être autorisé par le Ministère de l'énergie et des mines à prendre part au processus de commercialisation des produits pétroliers. En effet, les stations-service et le système de distribution de gaz en bonbonnes sont gérés par des particuliers; il en va de même pour la production et la commercialisation des produits lubrifiants.

Le 11 septembre 1998 a été votée la Loi organique qui prévoit l'ouverture du marché national de l'essence et des autres carburants dérivés des hydrocarbures utilisés pour les véhicules automobiles. En vertu de cette loi, les activités de stockage, de distribution, de commercialisation et de transport des carburants ne sont plus réservées à l'État sur le marché intérieur et sont ouvertes à la libre concurrence.

Les facteurs de production et les produits nécessaires aux filiales de PDVSA sont importés selon les besoins de ces dernières. Les produits dérivés de ces activités élaborés à partir de ressources d'origine nationale et d'intrants importés, sont ensuite réexportés ou écoulés sur le marché intérieur.

Il importe de relever la publication au Journal officiel n° 36793, en date du 23 septembre 1999, du Décret sur les hydrocarbures gazeux, décret ayant rang et force de loi organique et prévoyant que l'extraction, le stockage et l'utilisation du gaz naturel non associé issu de l'exploitation des gisements d'hydrocarbures gazeux, ainsi que du gaz produit en association avec le pétrole ou d'autres produits fossiles, peuvent être effectués par l'État, directement ou par l'intermédiaire d'entités qui lui appartiennent, ou par des personnes privées vénézuéliennes ou étrangères, avec ou sans la participation de l'État, dans les conditions établies par ledit décret.

Le volume des exportations est fonction de l'offre et de la demande internationales de pétrole. Les prix des produits exportés sont fixés en fonction du marché et de la compétitivité des produits.

S'agissant de la politique des prix:

1. Les prix sur le marché intérieur sont fixés par le gouvernement national, par l'intermédiaire du Ministère de l'énergie et des mines.
2. Les prix à l'exportation sont fixés en fonction des forces du marché et de la compétitivité du pétrole brut et des produits raffinés sur le marché international.

Le pétrole brut et les produits raffinés sont vendus sur le marché pétrolier international en vertu de divers types de contrats reposant sur des critères essentiellement commerciaux et convenus d'un commun accord entre les parties.

Enfin, s'agissant de la participation du secteur privé au commerce du pétrole en amont, il convient de souligner que ce secteur peut prendre part à ce processus dans le cadre de l'un des mécanismes suivants:

- a) associations stratégiques avec des filiales de PDVSA, sous réserve d'une autorisation délivrée au préalable par l'Assemblée nationale;
- b) conventions d'exploitation conclues avec des filiales de PDVSA.

Dans le premier cas, les entreprises privées réalisent les activités productives concernées en leur nom propre et en association avec la filiale de PDVSA (il s'agit ici également des entreprises privées qui participent aux programmes d'exploration à risques et de production avec partage des profits); dans le second cas, en revanche, les entreprises privées réalisent les activités pour le compte de la filiale de PDVSA et c'est cette filiale qui est juridiquement responsable des activités menées.

**TABLEAU II
EXPORTATIONS**

| Désignation des produits (avec indication de la position du SH) | | | Quantité totale exportée (millions de barils par jour) | Quantité totale exportée par PDVSA (millions de barils par jour) | Prix moyen à l'achat | Prix moyen sur le marché intérieur (dollars EU/baril) | Prix moyen à l'exportation (dollars EU/baril) | Volume de la production nationale (millions de barils par jour) |
|--|-----------------|--------------------------|---|--|-------------------------|---|---|--|
| | 1 | | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7* |
| 1998 | 2709.00.00 | Pétrole brut | 2 261 | 2 261 | s.o. | s.o. | 9,38 | 3 236 |
| | 2710.00.60 | Pétrole résiduel | 176 | 176 | s.o. | 3,72 | 9,42 | 222 |
| | 2710-2710.0049 | Naphtalène et essence | 309 | 309 | s.o. | 6,75 | 16,13 | 485 |
| | 2710.00.71-2715 | Autres ¹ | 370 | 370 | s.o. | 8,89 | 13,77 | 415 |
| | | Total | 3 116 | 3 116 | s.o. | | 10,57 | |
| | | | | | | | | |
| 1999 | 2709.00.00 | Pétrole brut | 1 924 | 1 924 | s.o. | s.o. | 15,35 | 2 912 |
| | 2710.00.60 | Pétrole résiduel | 163 | 163 | s.o. | 8,30 | 12,81 | 202 |
| | 2710-2710.0049 | Naphtalène et essence | 292 | 292 | s.o. | 6,14 | 20,84 | 485 |
| | 2710.00.71-2715 | Autres ¹ | 406 | 406 | s.o. | 11,37 | 17,13 | 425 |
| | | Total | 2 785 | 2 785 | s.o. | | 16,04 | |
| | | | | | | | | |
| 2000 | 2709.00.00 | Pétrole brut | 1 998 | 1 998 | s.o. | s.o. | 24,94 | 3 010 |
| | 2710.00.60 | Pétrole résiduel | 216 | 216 | s.o. | 12,14 | 19,87 | 252 |
| | 2710-2710.0049 | Naphtalène et essence | 267 | 267 | s.o. | 6,71 | 34,87 | 477 |
| | 2710.00.71-2715 | Autres ¹ | 343 | 343 | s.o. | 13,56 | 28,40 | 407 |
| | | Total | 2 824 | 2 824 | s.o. | | 25,91 | |
| | | | | | | | | |

s.o.: Sans objet.

1 Autres comprend: carburants diesel, lubrifiants, GPL, autres.

* À l'exclusion de: autoconsommation/pertes de la production nationale, condensats et GPL des sites de production.

Source: Direction du contrôle de gestion - PDVSA R,SYC. Direction des affaires géopolitiques - PDVSA R,SYC. 29 octobre 2001.